



Nous sommes ici pour l'inauguration d'un centre des Finances Publiques de grande dimension qui résulte de la politique de concentration des services sur un même lieu.

Sous couvert de l'intérêt des usagers vous développez sur le territoire des structures de plus en plus grosses qui s'éloignent de plus en plus d'un SERVICE PUBLIC digne de ce nom.

Après avoir valorisé, au travers de la charte Marianne, l'accueil du public, vous lui fermez aujourd'hui la porte tous les jeudis car les services ne peuvent plus assurer leurs missions.

La logique budgétaire s'applique concrètement dans la réduction drastique des effectifs et le démantèlement du réseau de la DGFIP.

Dans notre département, nous étions mardi dernier au côté des élus pour dénoncer la fermeture, sans concertation, de la trésorerie de Balbigny.

Les élus n'ont même pas fait l'objet d'une information préalable, ils ont été mis devant le fait accompli ! est ce votre conception de la démocratie ?

Il existe un plan triennal 2016/2019 de restructuration du réseau, dans la Loire comme dans tous les départements : c'est « top secret »

Avez vous peur de la réaction des agents et des citoyens pour ne pas communiquer sur le sujet ?

La DGFIP a l'ambition de mettre en œuvre une politique de dialogue social mais il est aujourd'hui inexistant.

Vous êtes là aujourd'hui pour une inauguration, mais venez aussi assister aux enterrements des postes de proximité afin de justifier auprès des citoyens et des élus de cette volonté de détruire le service public .

En effet, la machine infernale de la démarche stratégique et de la revue des missions illustre parfaitement l'application du dogme du « marché ».

La réforme territoriale ne devrait pas nous toucher, nous agents de la DGFIP, selon les dires du gouvernement, mais nous ne sommes pas dupes quand on évoque l'interministérialité pour des missions comme l'informatique ou les ressources humaines.

Nous sommes attachés à nos statuts particuliers et nous nous battons pour les garder.

On nous annonce, aujourd'hui, la mise en œuvre du prélèvement à la source de l'Impôt sur le revenu, vous signez là à terme l'arrêt de mort du seul impôt progressif existant.

Cette annonce va se matérialiser par la suppression de 10 à 15 000 emplois selon les observateurs.

Alors que restera t-il de la DGFIP ?

C'est une véritable politique de destruction massive.

Pour la CGT Finances Publiques c'est NON

NON à la démarche stratégique

NON à la revue des missions

NON au démantèlement du réseau

Mais vous êtes là aussi pour entendre la voix des agents de ce département dont nous sommes les représentants.

Les restructurations et les suppressions d'emplois sont la source de la dégradation des conditions de vie au travail.

Dans la Loire, de nombreux collègues sont en situation de souffrance au travail car on leur demande toujours plus avec moins de moyens humains.

Les arrêts de maladie sont en nette augmentation et notamment pour des « burn out »

Un exemple : la délégation des services sociaux ne fonctionne plus depuis 2 mois, la déléguée et son adjoint sont arrêtés !

Nous avons aussi une situation difficile au SIP de St Etienne nord où les 2 cadres A+ confondent management et harcèlement ce qui nous a conduit, en intersyndicale, à agir auprès de la Direction.

Cette situation perdure depuis 3 ans, des agents ont dû être « exfiltrer » par des détachements d'autres sont en maladie, enfin les demandes de mutation sont nombreuses mais toujours pas de solution.

Nous espérons enfin être entendus sur ce dossier.

Ces exemples illustrent les conséquences des politiques menées depuis plus de 10 ans. Réduction des effectifs et pression statistique perdurent malgré les engagements de l'administration sur les indicateurs.

Enfin nous entendons protester, au nom de tous nos collègues, contre le gel du point d'indice depuis 2010 et les baisses de salaires dont nous faisons l'objet de façon sournoise avec la suppression de l'indemnité compensatrice ou de la prime d'intéressement même remplacée par 100 € brut uniquement pour 2015.

M Parent, nous comptons sur vous pour entendre le message des agents de la Loire.